

chés, produite par les droits de douane, retombera sur notre peuple qui est le consommateur et non sur les producteurs provinciaux.

— Le fameux James Stephens, chef des Fénians d'Irlande, est arrivé à New-York, qui paraît être aujourd'hui, et en attendant mieux, la capitale de la république irlandaise ! Il a été fortlement, chaleureusement acclamé par la confraternité américaine. Il promet d'établir la république avant l'espace d'une année. Voici, d'après le *Courrier des Etats-Unis*, dans quel état il a trouvé les affaires de la société féniane :

“ Nous disions il y a quelque temps, dit ce journal, à propos des Fénians, que si par un hasard étrange ils affranchissaient l'Irlande, le premier usage que feraient les Irlandais de leur liberté serait de se déchirer entre eux. L'Irlande n'a pas été délivrée, la formidable invasion des provinces britanniques s'est arrêtée au seuil du Nouveau-Brunswick, et les Fénians n'en sont pas moins acharnés les uns contre les autres : Killianistes contre O'Mahonistes, Robertistes contre Killianistes : mille factions surgissent, se disputent le pouvoir et se renvoient des gros mots. La tête sacrée de la fraternité, James Stephens, n'est plus respectée, et l'on menace de mettre en jugement ce personnage vénérable et légendaire dès son arrivée à New-York.

“ O'Mahony, qui a si longtemps trôné dans Union Square, est déposé, traité de “ menteur ” par son ancien lieutenant Killian et considéré comme fou ou comme traître : dilemme pénible pour un homme qui n'a eu qu'à lever le petit doigt pour faire affluer les *greenbacks* dans sa caisse !

“ Ce qu'il y a de plus fâcheux pour les Fénians, c'est qu'au lieu de suivre l'excellent conseil de Napoléon et de laver leur linge sale en famille, ils ne cessent de s'accuser mutuellement et publiquement de mille turpitudes. Ils devraient tenir secret le procès qu'ils font à M. Killian, et ils font tous leurs efforts pour l'ébruiter, quand les débats de leur conseil ne sont propres qu'à couvrir de ridicule la Fraternité et ses projets. Un capitaine Grace, qui a fait partie de l'invincible et vaincu corps d'armée d'Eastport, publie un rapport duquel il ressort que les cercles fénians ont plus de ressemblance avec la cour du roi Pétaud qu'avec des réunions d'hommes sérieux.

Ainsi, il paraît que Killian, nommé général en chef par O'Mahoney, était parti de bonne foi pour Eastport ; on lui avait promis des armes, des munitions et des navires ; à peine était-il parti, qu'O'Mahoney révoquait ses premiers ordres, et que Killian, tout désireux qu'il fût de commencer les

hostilités, restait seul avec quelques volontaires et son déshonneur. Bientôt arrivait une injonction d'O'Mahony rappelant tous ses braves à New-York, y compris Killian, qui s'arrachait les cheveux de désespoir. Aussi le capitaine Grace est-il convaincu que M. O'Mahony est un traître et un espion vendu aux oppresseurs de sa patrie.”

— Nous tirons de la *Correspondance* de Rome l'appréciation suivante de la situation actuelle de l'Italie :

“ Les conditions de l'Italie sont telles que des journaux dévoués au pouvoir ne craignent pas d'avouer qu'en cas de guerre les provinces méridionales, n'étant plus contenues par la présence de forces écrasantes, se soulèveraient contre le gouvernement italien. On sait que ces provinces sont le quartier-général du parti avancé : des enrôlements clandestins s'y opèrent depuis quelque temps, à ce qu'on assure, pour le compte de Garibaldi. Au centre de la péninsule et particulièrement dans les provinces pontificales, la situation n'est pas moins tendue ; les Romagnes sont en proie à une effervescence qui rappelle les plus mauvais jours de 1848 et de 1849. Une circulaire adressée à la démocratie italienne convoque, à Florence, une assemblée générale du parti d'action. On y discutera les cinq points ci-après : organisation du peuple au moyen de la presse et des comices ; droits fondamentaux du vote et de l'armement populaires ; nomination d'un comité central et rapports de ce comité avec les associations locales ; fondation d'un grand journal démocratique à Florence ; fonds pour faire face aux dépenses. Aux termes de la circulaire en question, “ les résolutions italiennes n'ont profité jusqu'ici qu'aux classes aisées et jamais au peuple, qui en a été cependant l'instrument et qui a délégué à Victor-Emmanuel le pouvoir d'accomplir l'unité italienne. . . . Si des députés du parti siègent dans un parlement monarchique, cela s'explique par le besoin de pousser à la solution des questions de Rome et de Venise. . . . Mais la monarchie est impuissante à résoudre ces deux questions : cette tâche incombe à la démocratie. . . . Quant à Rome, il ne s'agit pas seulement de prendre possession des Etats du Pape, mais d'abattre la Papauté, de couronner l'œuvre entreprise par Luther, d'émanciper la pensée et d'inaugurer la science sur les autels du Dieu catholique.”

On conviendra que cela s'appelle parler clair.

Voici à quelles sages réflexions se livre M. Crampon dans le dernier numéro de la *Finance*, à propos de la baisse des fonds italiens :

“ Or, quoiqu'il arrive en Italie, ce qui pourra